

27 mai 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, dans "Aftenposten" du 27 mai 1989, en forme de réflexion sur l'interaction entre l'événement et l'individu, les valeurs communes à l'humanité et l'action politique.

QUESTION.- Pour commencer, je voudrais, monsieur le Président, vous posez une question très simple : qu'est-ce qu'un individu ?

- LE PRESIDENT.- Ne m'obligez pas à reprendre mes classes de philosophie ! Vous savez qu'il y a, en chacun de nous, deux personnages : l'un qu'ont formé le milieu familial, l'éducation, le climat de l'époque, les idées en vogue, l'état de la société, bref qui relève de l'être collectif, l'autre dont l'identité n'appartient qu'à lui-même, comme une pointe de diamant. "Devient ce que tu es" écrivait Walt Whitman. Je ne connais pas plus belle devise pour un individu. Plus aigüe est la pointe de diamant, plus forte est l'individualité. Sans nier - pourquoi le ferait-on ? - la part collective de notre être, la civilisation, pour moi, consiste à aiguiser la pointe du diamant.

- J'ai vu, dans les assemblées parlementaires confrontées à des situations dramatiques, des individus s'abolir - contre leur sentiment profond, contre ce qu'ils pensaient la veille - dans la dérive collective. Sous l'effet d'une émotion soudaine, sous l'emprise de la nécessité ou de la crainte, peu d'individus résistent à l'entraînement général. Mais ce sont ceux-là qui rencontrent l'Histoire.

- QUESTION.- En tant qu'homme politique, vous adressez-vous à l'individu ou aux masses ?

- LE PRESIDENT.- J'essaye toujours d'atteindre l'individu quand je m'adresse à des milliers ou à des millions d'hommes. Si j'y parviens, je parle à tous.

- QUESTION.- Il est difficile de faire bouger les choses, aboutir un projet, alors que peut, que doit faire un homme politique ?

- LE PRESIDENT.- Tout est difficile en effet. Rares sont les moments où, comme vous dites, on fait bouger les choses. Combien en ai-je connu moi-même, de ces moments ? 3 ou 4 peut-être en quarante ans. Mais quand cela arrive il vous semble soudain que l'événement se plie à votre volonté. Car l'histoire est bien la rencontre d'un événement et d'un individu. De grands événements sont laissés au hasard faute d'individus pour les maîtriser. En sens contraire, on ne saura rien de ce que valaient des hommes remarquables privés d'événements.

- Je remarquerai au passage à l'usage des gens pressés que la meilleure façon de rater l'événement, est de lui courir après. Vous vous souvenez sans doute de ce film "le facteur sonne toujours deux fois". Certes, l'événement ne vient pas sur commande. Mais pour qui sait le reconnaître il passe deux fois. Blaise Pascal observait : "il faut un point fixe pour en juger". Si je suis au bord d'une autoroute et fais de l'auto stop à quoi servira-t-il de courir après chaque voiture ?

- Autrement dit, quand vous vous êtes forgé une conviction, une idée précise sur ce qui est utile au pays que vous représentez ou conforme à l'intérêt international, vous devez rester ramassé sur elle et rester au point fixe. C'est ce qu'on appelle l'intransigeance.\

QUESTION.- Pour que des idées, des convictions, se réalisent, ne faut-il pas - comme l'a dit Toynbee - qu'existent aussi une sorte d'impulsion irrationnelle, des élans largement partagés sur lesquels on puisse s'appuyer ? Si l'on veut, par exemple, que des droits de l'homme deviennent

une réalité politique ne faut-il pas, dans les mentalités, une base commune de compréhension ?

- LE PRESIDENT.- Assurément. L'adoption par la France, en 1789, de la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen l'a bien montré. Elle ne fut pas le résultat d'une improvisation, dans la chaleur du temps, mais d'une lente maturation au cours des siècles précédents. Politiquement, cela a signifié une immense rupture avec l'ordre ancien.

- Culturellement, ce fut l'aboutissement d'un long chemin. Les travaux, les débats des philosophes et des savants avaient modifié le regard que la société portait sur elle-même. Les certitudes morales et politiques avaient été passées au crible d'une réflexion critique, l'organisation de la société n'était plus perçue comme l'effet immuable d'une volonté d'en-haut, les progrès de l'observation et de l'expérimentation avaient rendu le monde plus accessible au savoir. Ce qu'on a appelé la philosophie des Lumières témoignait de cette confiance dans le pouvoir de la raison humaine. La victoire des insurgés américains avait déjà montré que l'émancipation était possible. Bien avant la Révolution française, l'idée que l'on pouvait bâtir une société plus juste et plus libre avait germé.

- L'évolution des mentalités, fouettée par le mécontentement populaire et par l'ambition des classes montantes s'est alors exprimée. Il avait fallu beaucoup de temps pour que des idées comme la liberté, l'égalité des droits, la souveraineté du peuple se précisent et s'affirment. Il en fallut fort peu, en 1789, pour que les exprimer en un langage simple et magnifique et pour que l'opinion les adoptât dans l'enthousiasme.

- QUESTION.- Mais il n'a pas suffi que les idées soient là, prêtes à servir. Il a fallu aussi les circonstances...

- LE PRESIDENT.- Vous avez raison. Les idées ne suffisent pas à changer le monde. Sinon comment expliquer qu'au cours de la même période, d'autres tentatives inspirées du même idéal eussent ailleurs échoué ? La révolution française a éclaté sous un roi faible mais dans une situation, économique et sociale, qui n'était pas la pire que la France eût connue. L'économie était plus déséquilibrée et les Français plus malheureux en 1715, à la fin du règne de Louis XIV, qu'en 1789. Et on avait souvent connu, depuis le Moyen-âge, des révoltes populaires, des jacqueries paysannes dont les victoires éphémères n'avaient fait qu'ébranler sans l'abattre le pouvoir en place. Les émeutes ne font pas une révolution.

- En 1789, au contraire, il y eut symbiose entre un soulèvement populaire, une classe sociale apte à exercer le pouvoir (la bourgeoisie) et un corps de doctrine qui traduisait exactement les aspirations du plus grand nombre, ces "élans largement partagés" dont vous me parliez.

QUESTION.- J'ai été très impressionnée par une phrase que vous avez prononcée lorsque vous avez réuni à Paris, en 1988, les lauréats du Prix Nobel. Vous disiez : un siècle est sur le point de finir, il faut donner au siècle qui vient un testament spirituel.

- LE PRESIDENT.- J'avais présent à l'esprit un aphorisme de René Char, grand poète français contemporain, qui, sur les décombres de l'après-guerre observait : "notre héritage n'est précédé d'aucun testament". Ce qui était une façon de dire le désarroi moral du monde actuel. Avec Elie Wiesel, nous avons formé le projet de cette conférence des Nobel, axée sur les menaces et les promesses du XXIème siècle. Le siècle qui s'achève aura connu à une échelle pour la première fois planétaire, le meilleur et le pire, les formidables progrès de la médecine et le déploiement inégalé d'armes meurtrières, la conquête de l'espace et la désertification de la terre, l'espérance de nombreux mouvements d'émancipation et le désespoir absolu d'Auschwitz. Nous savons donc d'expérience combien la barbarie peut ressurgir au coeur même du progrès. Est-ce une raison pour s'y résigner ? Evidemment non. Une réflexion, éthique et politique est à mener sur le cours que nous voulons imprimer au temps qui vient. La ressource de l'homme est d'abord spirituelle.

- QUESTION.- Vous aviez, toujours à l'occasion de cette conférence, également parlé de l'unité indivisible de l'humanité et appelé le monde à faire de cette unité un facteur culturel de notre temps. Mais existe-t-il une base éthique commune à la coexistence de l'humanité ? Sur quelles valeurs modeler la culture qui sera la nôtre dans l'avenir ? Existe-t-il des impulsions convergentes, une sorte de mythe transversal aux différentes cultures sur quoi le monde puisse se bâtir et en quoi il puisse croire ?

- LE PRESIDENT.- Avant d'aborder la question de possibles valeurs communes à l'humanité, je remarque tout simplement une situation évidente - notre présence à tous sur une même planète qui se rétrécit chaque jour. Tout est interaction. Ce qui se passe chez les uns se répercute chez les autres. C'est vrai de l'économie : aucune économie nationale ne peut totalement s'abstraire de la situation mondiale et la ruine des uns est une menace pour tous. C'est également vrai du domaine de l'information et de la culture, ne serait-ce que parce que les satellites de télévision arroseront bientôt le monde entier. C'est encore plus frappant dans le domaine de l'environnement. La détérioration de l'atmosphère n'épargnera aucun pays, n'épargnera personne. Nos destins sont liés. N'est-il pas temps d'en tirer les conséquences ?

- Autrement dit d'assumer cette solidarité de fait, non pas en niant la diversité des histoires, des situations, des cultures, mais en recherchant ce qui nous tirera ensemble vers l'avant ? Les plus forts doivent y prendre garde. Les nations riches ne trouveront pas leur salut dans l'indifférence au sort des autres. La paix ne régnera pas sur l'injustice.\

QUESTION.- Que peuvent représenter les Droits de l'Homme pour une génération qui a laissé derrière elle tous ses "mythes fondateurs" et semble souvent douter de l'existence même d'une conscience comme responsable ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas si l'on peut, comme vous le faites, parler d'un abandon général des mythes fondateurs. D'abord parce que les mythes ont la peau dure. Ensuite parce que l'on peut renoncer aux mythes sans nécessairement désespérer de l'humanité ! Quoi qu'il en soit, je constate que l'idée des Droits de l'Homme a résisté à l'usure du temps et constitue encore de nos jours une bonne boussole. En dépit de reculs ici ou là, d'une façon générale, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, on se bat pour les obtenir, les appliquer, les étendre.

- Lorsque les points de repère vacillent, lorsque les hommes cherchent à exorciser de nouvelles dérives, c'est vers les Droits de l'Homme qu'ils se tournent pour définir les bases d'une morale collective. Que s'est-il passé au lendemain de la dernière guerre mondiale, lorsqu'on en était encore à prendre la mesure de l'horreur ? Près d'une cinquantaine de pays ont ressenti le besoin de dire ensemble et avec force le droit universel des hommes : ce qui a conduit à la déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 adoptée par l'ONU.

- On savait que l'oppression, la misère, la guerre ne seraient pas rayées d'un trait de plume mais on sentait qu'il fallait commencer par là : un engagement solennel définissant à l'échelle de la planète les libertés fondamentales dues à l'homme, quel qu'il soit, où qu'il soit. Le combat contre le racisme qui rencontre un grand écho dans notre jeunesse ne renvoie-t-il pas lui aussi à cette idée bicentenaire, mais toujours d'actualité, selon laquelle les hommes naissent libres et égaux en droits ? Je n'ai pas le sentiment que ces idéaux aient perdu de leur vigueur, au contraire.

- Certes, on doit adapter la pratique des Droits de l'Homme aux problèmes nouveaux qui se posent, quand ce ne serait qu'en raison des découvertes scientifiques et des techniques mal maîtrisées, sources de nouvelles servitudes, porteuses de nouvelles destructions.

- Je prends un exemple : les avancées des sciences de la vie sont autant de victoires potentielles contre la maladie mais les possibilités d'intervention incontrôlée sur le patrimoine génétique obligent à préciser les droits de la personne et de l'espèce humaine.

- De même pour les risques de détérioration de l'atmosphère et des éléments naturels. C'est pourquoi, le 11 mars dernier à La Haye, 24 pays dont la France et la Norvège ont signé un appel réclamant d'urgence la création d'une autorité internationale en matière d'environnement. Pourquoi ne pas inscrire, parmi les droits fondamentaux de l'humanité, celui d'un environnement sain, condition élémentaire de la survie collective ?\

QUESTION.- Comment définiriez-vous l'action politique ?

- LE PRESIDENT.- Aristote a répondu avant moi. La politique doit traiter de l'organisation de la cité, de ce qui touche à la vie des hommes, à leur sécurité, à leurs intérêts, à leur devenir collectif, compte tenu de leurs passions, de leurs aspirations, de leurs contradictions.

- QUESTION.- Comment définiriez-vous votre propre marque sur l'Histoire ?

- LE PRESIDENT.- Les autres le diront ! Dans l'Histoire de mon pays, depuis deux siècles, ce sont les forces conservatrices de la bourgeoisie qui ont gouverné, à l'exception de brèves périodes : les premiers mois de la Révolution de 1848, la première année du Front populaire de 1936, les

premiers mois de la révolution de 1940, la première année du Front populaire de 1936, les lendemains de la Libération de 1944. Ce qui s'est passé depuis mon élection de 1981 représente la plus longue expérience vécue par la France sous la conduite des forces progressistes, inspirées par le socialisme. Ce n'est pas une révolution mais une véritable redistribution des valeurs et des priorités nationales et internationales. A l'intérieur : développement du savoir et de la recherche, formation plus approfondie et plus méthodique des femmes et des hommes, refus des exclusions, garanties des libertés, déploiement de la culture, relance des droits sociaux, diffusion des responsabilités, décentralisation, mise au pas du libéralisme sauvage, cette jungle moderne.

- J'ai organisé la politique extérieure de la France autour de cette trilogie, la paix, l'Europe, le développement. Je suis hanté par cette idée que la pire menace qui pèse sur le monde est dans le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres. Là est le désordre majeur.\

QUESTION.- Est-ce que je peux vous demander ce que vous pensez de l'action de M. Gorbatchev ?

- LE PRESIDENT.- J'ai rencontré M. Gorbatchev quatre fois et à partir de 1985 j'ai eu avec lui des contacts personnels, directs et réguliers. Il a fait cette année-là, à Paris, sa première visite d'Etat en Occident. Nous avons parlé, d'homme à homme, une dizaine d'heures. L'année suivante je suis allé à Moscou où nous avons encore beaucoup discuté. Cette conversation a été reprise sur le même ton en novembre dernier. Et j'accueillerai de nouveau M. Gorbatchev au début de juillet prochain. Je commence à me faire une idée de sa personne, de son action. J'attribue beaucoup d'importance aux changements qui s'opèrent en Union soviétique et au rôle de M. Gorbatchev, à la force de sa personnalité en même temps qu'aux dangers qui le menacent. Je ne doute pas qu'il ait fait le choix de la paix dans le monde et il lui faut développer l'économie de son pays. Je crois que M. Gorbatchev s'est forgé une philosophie qui ne lui fait pas quitter son camp mais qu'il adapte avec une réelle audace aux nécessités du moment. Il y a, dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, plus d'initiative, plus de liberté et d'échanges, une amorce de contrôle plus démocratique. C'est une sorte d'esquisse de ce qui pourrait être une réalité triomphante. Je pense que c'est très positif. Fragile mais positif. Il reste au chef de l'Etat soviétique beaucoup de travail à faire, beaucoup d'oppositions à vaincre, de réalités à maîtriser. Cela nous impose la prudence nécessaire. L'équilibre du monde en dépend. Mais c'est la bonne direction.\

QUESTION.- N'existe-t-il pas dans le monde un décalage entre idéal et politique réelle ? Morale et politique peuvent-elles servir un même but ? Ne sacrifie-t-on pas souvent les idées aux objectifs politiques ?

- LE PRESIDENT.- Si l'on observe le monde sans angélisme, vous n'avez pas tort : que de principes, depuis l'origine, immolés sur l'autel du réalisme à court terme, que de promesses non tenues, que de triomphes des intérêts particuliers sur l'intérêt général. Est-ce à dire que morale et politique divergent fatalement ? Faut-il penser de la morale ce qu'un écrivain français, Charles Péguy, disait de Kant : "il a certes les mains pures mais c'est parce qu'il n'a pas de mains " Je ne le pense pas. L'histoire, après tout, fournit aussi des exemples d'hommes politiques qui ont suivi la voie qu'ils s'étaient tracée, n'ont pas renié les valeurs dont ils étaient porteurs.

- Si la morale est une certaine idée que l'on se fait du bien, pour soi et pour autrui, et des moyens d'y parvenir, la politique est une des façons - ce n'est pas la seule - de mettre ses convictions en pratique et de soumettre ses conceptions à l'épreuve de la réalité. Elle oblige, comme la vie même, à de perpétuels ajustements. Seules les dictatures peuvent camper avec raideur sur un programme immuable, on en connaît le prix. Dans les démocraties, par définition plus réceptives aux aspirations de tous, le risque est autre : perdre le cap, en collant trop aux fluctuations de l'opinion, sacrifier en quelque sorte la fin aux moyens. Il faut en être conscient. C'est un peu comme lorsqu'on conduit un bateau à voile : pour atteindre sa destination, on tient compte des courants et des vents changeants. Si le vent vient de face, on tire des bords serrés et s'il souffle de l'arrière, on déploie largement la voile pour filer droit. L'important est de ne pas perdre le cap et de ne pas se tromper d'allure.\

QUESTION.- Je vous imagine comme plus entouré d'artistes, de philosophes que d'hommes politiques...

- LE PRESIDENT.- Ma responsabilité est d'abord politique. Je ne suis pas le créateur d'une

oeuvre artistique, ni le fondateur d'une religion ou d'une philosophie. Je ne prétends pas qu'on ne puisse rien faire de mieux que se consacrer à la politique. Un philosophe, un musicien, un architecte pensent, expriment, façonnent de manière souvent plus élaborée le monde qui les entoure. Leur influence peut être considérable. Mais ce que je fais touche au sort de millions d'hommes et cela aussi à sa noblesse. Je ne crois pas que l'on puisse conduire des millions d'hommes en restant à l'abri d'interrogations morales et esthétiques, en n'ayant pas quelques critères de jugement et d'action. Pour moi, il est important de vivre dans un milieu où l'on débat de ces choses et, sans mélanger les genres, de ne pas séparer ces deux mondes, intellectuel ou artistique et politique.

- QUESTION.- L'art comprend tout, est la clef de tout. Un mathématicien comprend les mathématiques, un physicien la physique...

- LE PRESIDENT.- Oui, mais ils ne comprennent pas toujours l'action qui a ses ressorts particuliers car elle implique les autres hommes. Et là, on est loin d'une science exacte, il n'y a pas de protocole d'expérimentation qui assure d'obtenir à chaque fois le même résultat ! On est dans un élément changeant où la philosophie, la connaissance intuitive des autres - cette espèce d'intuition souveraine qui fonctionne comme un laser - jouent un rôle décisif.\

QUESTION.- J'ai remarqué, au cours de cette conversation, que vous êtes très proche des mots, que vous vous y attachez comme un littéraire. Pourriez-vous me dire ce que signifie pour vous le fait d'écrire ? Si vous n'étiez pas un homme politique, seriez-vous un artiste ?

- LE PRESIDENT.- Moins mobilisé par l'action j'aurais davantage écrit, sans doute par goût de m'exprimer. Le fait de préciser sa pensée par l'écrit, de rechercher le mot, l'expression exacts, permet d'aller plus loin en soi-même. Oui, j'ai une sorte de religion du mot, de sa signification, de son rythme.

- J'ai écrit 13 ou 14 livres. J'écris généralement chez moi et quand je commence un livre je mets au moins 8 jours avant de m'asseoir sur ma chaise. J'apporte du papier, je me dis que je vais bien travailler, j'arrive dans la pièce où j'écris et, tout d'un coup, j'aperçois un livre sur les rayons de ma bibliothèque, je le feuillette, je regarde par la fenêtre.. C'est comme si j'avais peur de m'asseoir. Je finis par m'installer à ma table mais je ne me met pas pour autant à écrire. Et quand je commence à le faire, c'est très mauvais. En revanche, trois mois ou un an plus tard, lorsque j'en suis aux derniers chapitres, j'ai envie de dire tellement de choses que je ne sais plus comment finir. Et après avoir remis le manuscrit à mon éditeur, je rajoute des pages et des pages chez l'imprimeur ! Je vous raconte cela pour vous dire qu'écrire oblige à s'enfermer en soi-même, à s'arracher à la pression désordonnée des choses et des êtres autour de soi et de l'actualité. Ce travail de maturation je ne l'accomplis que par l'écriture.

- QUESTION.- Avez-vous l'impression d'avoir mûri très vite, d'avoir trouvé très tôt votre visage dans la vie ?

- LE PRESIDENT.- Je ne crois pas avoir beaucoup changé. On mûrit, bien sûr, on acquiert une meilleure maîtrise de soi-même. J'avais 22 ans lorsqu'après une enfance protégée et une adolescence tranquille, j'ai été précipité dans la guerre. Cette expérience, puis la captivité, l'évasion, la résistance ont hâté la maturité. J'ai, depuis cette époque, modifié mon point de vue sur certaines choses, ma pensée a évolué et je n'ai pas fini d'apprendre mais mon comportement, lui, n'a finalement pas bougé.

- QUESTION.- N'avez-vous pas ressenti quelque chose qui vous ait radicalement transformé, comme par exemple une grande douleur ?

- LE PRESIDENT.- L'histoire d'un individu ou d'une société n'est jamais exempte d'une dimension tragique. Des peines, des douleurs qui peuvent être les miennes, je dirais simplement qu'elles ont approfondi mon indépendance intérieure par rapport au brouhaha extérieur. Elles ne m'ont pas conduit à changer de direction.\